

Camarades Abderrahmane Youssoufi et Abderrahim Bouabid

Salutations amicales

Je vous écris à un moment où les événements se précipitent aussi bien sur le plan de la vie interne du parti que dans ses rapports avec le pouvoir. Circonstances qui reflètent l'élan réactionnaire qui embrase la région arabe de manière générale et notre pays en particulier. Je crois également que cela n'est pas dû à la puissance du régime, mais au fait que le Mouvement National et notre parti, qui disposent de grands canaux d'influence sur les événements, ne sont pas à la hauteur de cette mission tant sur le plan organisationnel qu'au niveau de leur orientation. Si le Mouvement National et les potentialités progressistes, en particulier, ne sont pas, sur le plan organisationnel et au niveau de la direction, en mesure de répondre aux aspirations des masses au changement, cela ne justifie pas le doute quant à leurs capacités et prédisposition au sacrifice. L'élan réactionnaire ne s'explique pas, non plus, par le cours de l'Histoire et les conditions objectives qui constituent des entraves au changement, mais par les pratiques néfastes - initiatives personnelles ou collectives - immatures, non planifiées sur le front politique révolutionnaire et qui nécessitent une révision radicale et une critique ferme.

La première tentative entreprise dans ce cadre, concernant la période que nous avons passée à l'étranger, est celle tenue il y a environ une année. Eu égard à la conjoncture politique de l'époque, il a été décidé que les camarades qui assument des responsabilités organisationnelles, opérationnelles et de direction quittent l'Algérie en direction de la France, en raison des possibilités de communication qu'offre ce dernier, pays pour coordonner l'action avec le camarade Abderrahim Bouabid. Nous sommes restés en contact, à travers des P.V. de réunions et des décisions adoptées. Le camarade Abderrahmane (Youssoufi) se rendait en Algérie lorsque la rencontre s'imposait.

Parmi les points qui ont fait l'objet d'accords, il y a lieu de citer la répartition des tâches suivantes :

- Mohamed Lakhssassi : chargé de l'organisation
- Mohamed Aït Keddour : responsable de la diffusion et de l'infor-

mation;

X - Mohamed Basri : coordinateur entre les deux fronts organisationnels;

- Abderrahmane Youssoufi : chargé des relations extérieures.

J'avais alors proposé que la trésorerie relève des attributions de l'organisation du parti à Paris. J'avais donc remis la somme d'argent disponible, comptabilité à l'appui, en insistant sur la nécessité d'ouverture de comptes en banque en Europe. Et en fonction de cette répartition, les camarades responsables des relations extérieures et de l'organisation devaient, logiquement assumer le rôle de contrôle financier. Les souscriptions, subventions et cotisations des militants sont des ressources essentielles ; l'organisation n'avait, dans ce cas, qu'à procéder à l'inventaire de ses dépenses à l'intérieur et à l'extérieur du pays. J'avais justifié cette proposition par souci de sécurité ; je devais prendre des mesures de précaution ferme, en réduisant le nombre de mes déplacements et voyages, tout en restant vigilant dans mes rapports avec les camarades au Maroc.

Avant la fin de cette réunion, j'ai appelé la personne chez qui j'avais déposé l'argent, en raison, comme je vous l'ai dit, de mon bref passage à Paris. Au cours de ce voyage éclair, j'ai essayé de contacter les camarades Abderrahmane Youssoufi et Mehdi Alaoui, par le biais de Mohamed Dahbi, mais en vain.

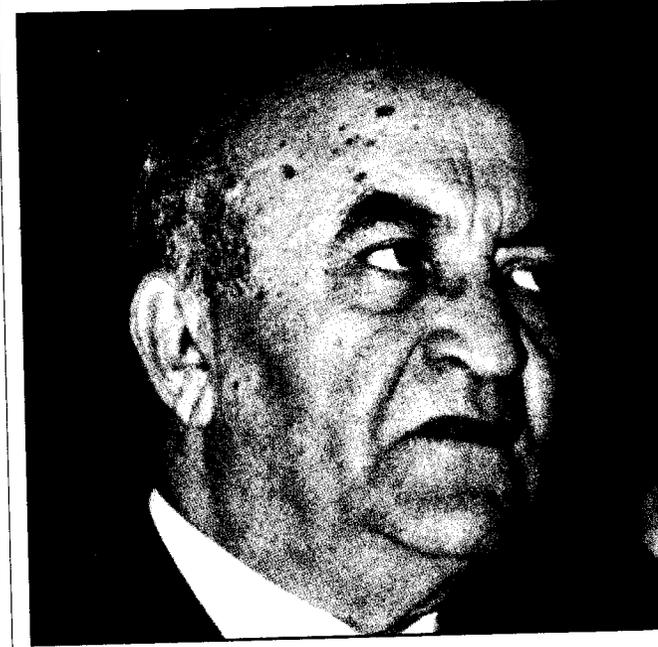
Avant le départ des militants basés en Algérie, j'ai demandé à la personne précitée de préparer les reçus afin de transférer la somme d'argent disponible aux comptes indiqués par l'Organisation. Je lui ai en outre signalé, durant la réunion, de cesser toute dépense à partir de cet instant là. Le camarade Lakhssassi a rejoint Oran en vue de livrer la somme à une autre personne qui devait se rendre à Paris. Il devait auparavant rédiger le P.V. de la réunion, conformément à la volonté des participants. Tous les camarades avaient rempli leur tâche comme convenu et ce, jusqu'à ce que nous apprenions, de la capitale française, que les camarades voulaient d'urgence qu'une partie seulement de la somme soit consacrée à l'Intérieur, une autre aux responsables à Paris et une troisième tranche dédiée à l'organisation, notamment au remboursement des frais de publications, de déplacements et des dettes de Mehdi Alaoui. Par la suite, le camarade Abderrahmane Youssoufi devait me rendre visite. Lors de la rencontre avec ce dernier, toutes ces injonctions ont été réalisées comme prévu. J'ai rappelé que le non-traitement de la question financière et la non-prédisposition de l'Organisation à assumer ses responsabilités sont dus au fait que nos ressources principales nous parviennent de nos frères arabes. Ces derniers connaissent les conditions dans lesquelles vit notre parti, en rai-

■ Au début de l'année 1972 ou à la fin de 1971, le camarade Abderrahim Bouabid est venu exposer son projet de prise de pouvoir à Abderrahmane Youssoufi, Mehdi Alaoui et moi-même.

son de la répression qui s'abat sur lui depuis 1960 et de ses répercussions organisationnelles. Toutes les énergies étaient concentrées sur le règlement des problèmes sociaux. La seconde raison s'explique par le fait que le rôle du parti et son rapport aux militants revêtent un caractère presque exclusivement revendicatif, fondé sur les droits et acquis et non sur la participation et les devoirs.

Je n'ai eu de cesse de remettre sur la table la question financière, lors des réunions du Secrétariat général. Conformément à une proposition de Abderrahim Bouabid, faite en 1966-1967, le Secrétariat général m'avait confié les Affaires étrangères et Abderrahmane Youssoufi devait m'y assister.

A maintes reprises, j'ai dû exprimer mon amertume face à l'in-



compréhension de ma position et à la gêne qu'elle a occasionnée dans mes rapports avec plusieurs responsables et militants. Le camarade Abderrahmane est bien entendu au courant de cette situation. Celle-ci avait atteint un seuil insupportable à l'occasion de la tenue du colloque consacré au héros Abdelkrim El Khattabi notamment entre Abderrahmane et moi, d'une part, et entre Mahdi Alaoui et nous, d'autre part.

Par la suite, les choses se sont déroulées normalement et conformément aux P.V qui m'arrivent de Paris au nom de la Commission administrative- «*Délégation étrangère*». Une fois encore, il y a eu discussion entre l'Organisation du parti en Europe et le camarade responsable de l'appareil organisationnel au sujet de la préparation du congrès fédéral. La Commission administrative avait suggéré, en contrepartie, la tenue d'un séminaire de formation.

Suite à une discussion avec le camarade Abderrahman, nous sommes mis d'accord sur la participation de la personne chargée de l'organisation au congrès, les militants de base ayant franchi plusieurs étapes dans ce processus. La personne chargée de l'organisation devait représenter la Commission administrative et présenter le rapport d'orientation au nom du parti. Un P.V rédigé à cet effet a été adressé aux responsables de l'Organisation en Europe en vue de son approbation.

En tant que responsable de la coordination, j'ai reçu, quatre mois plus tard, des directives qui me signifiaient qu'il était préférable qu'il n'y eût aucune opération militaire durant six mois à l'intérieur du pays selon les vœux d'Abderrahim Bouabid. Ces directives ont donc été généralisées. Peu de temps après, «*Jeune Afrique*» a fait état d'une rencontre entre le camarade Abderrahim Bouabid et le Roi Hassan II, ce qui m'a permis de comprendre les dessous des directives précitées. En février 1974, j'ai eu l'occasion de rencontrer le camarade Abderrahim en Orient, suite à l'annonce par le régime de nouvelles arrestations au Maroc. Ce dernier m'a demandé des informations à ce sujet, mais je n'ai pu acquiescer à sa requête, puisque j'avais quitté la région depuis environ un mois. Lors de mon retour, j'ai entrepris une enquête et appris les deux faits suivants : le camarade Lakhssassi -portant le nom Haraki de «*Hammadi*» au sein de l'organisation- n'avait pas rédigé le rapport indispensable à la coordination de l'Organisation à l'intérieur du Maroc. Par conséquent, la personne qui lui a succédé n'avait pas de données précises sur les réseaux de chaque coordinateur et sur le poids de l'Organisation. D'autre part, à Al-

ger, un militant a été enlevé, dans des conditions obscures. Des agents des services algériens auraient participé à cette opération, avant de prendre la fuite à destination du Maroc.

A cette occasion, j'ai compris du camarade Abderrahim que Lakhssassi développait une réflexion qu'il avait exposée à la Commission administrative «*Délégation de l'étranger*» pour répliquer au communiqué du ministère de l'Intérieur au sujet de sa relation avec les détenus cités dans le communiqué. Après la publication du démenti dans «*Le Monde*», j'ai vainement attendu des explications sur la question par la commission administrative. En dépit du traitement, qui ne diffère pas de celui pratiqué lorsqu'un Etat est impliqué à travers un de ses subordonnés dans une affaire d'espionnage, toute autre opération de redressement de la situation pouvait rendre service à l'adversaire. Et ce, même si le communiqué condamne l'option choisie et la notion de responsabilité au moment où des militants ont payé de leur vie leur engagement. Cela constituait, à mon sens, le début de l'ouverture d'un dossier de bonne conduite vis-à-vis du régime, corollaire à une demande d'amnistie, au détriment de l'engagement des camarades. A-t-on publié, la position de la commission administrative ou une position individuelle ? Au début du mois de mai de l'année 1974, le camarade Abderrahmane Youssoufi m'a téléphoné pour m'informer de la présence du Camarade Abderrahim Bouabid à Paris, et m'a proposé de le rencontrer. J'ai donné mon accord et souhaité que l'on tienne compte de ma sécurité lors de mon déplacement. Plus tard, Abderrahim Bouabid dans une déclaration à la radio marocaine, à l'occasion du décès de feu Maître Allal El Fassi, a rendu hommage au défunt en insistant sur son rôle dans la consolidation de la légitimité de la monarchie.

Au mois de juillet, le régime a tenté d'absorber la colère des masses et de renforcer sa légitimité. Celle-ci a été entamée par les actions militantes des masses populaires et les tentatives de liquidation de cette légitimité par des militants dignes qui se sont sacrifiés afin de baliser le long chemin de la lutte pour la liquidation de la féodalité. Le régime avait alors senti que cette hémorragie allait entraîner son déclin fatal et a opté pour le slogan de l'unanimité nationale autour de son tro-

**«Ce projet a
suite d'un a
général Oufkir
Il prévoyait
participatio
travers Abder
Abderrahmane**

J'ai pris connaissance des comportements de certains membres de la Commission administrative, à l'intérieur et à l'extérieur des instances du parti. Lors d'une rencontre avec des étudiants à Paris, un membre de cette Commission a déclaré que le «*responsable du budget*», en l'occurrence Basri, coupait les vivres aux familles opprimées. Tout en se désengageant de l'expérience du 3 mars et de la tentative du 16 août 1972, il a annoncé sa prochaine démission du parti. Il s'est ainsi penché sur le cas des familles de Mohammed Bennouna, Abderrahmane Youssoufi et Habib Forkni.

L'on ne peut que s'interroger sur le fait que le déséquilibre a atteint chez ce responsable un seuil qui ne lui permet plus de distinguer entre une pratique qui mène objectivement à l'anéantissement du moral des militants, à la destruction de l'organisation, et l'exercice de la critique responsable ? N'arrivait-il plus à distinguer entre discourir à titre personnel et le faire au nom de l'instance qui l'avait mandatée ?

En ce qui concerne la tenue du Conseil fédéral ouvrier, je m'abstiendrais d'en discuter, malgré la décision encourageant les initiatives organisationnelles, comme cela a été souligné dans les P.V de nos réunions. Mais je m'insurge contre la lettre adressée par la Commission administrative au Conseil. Pourquoi n'ai-je pas été informé de cette initiative ?

Au même moment, en Algérie, le camarade Aït Keddour responsable de la radio, a tenu des rencontres et annoncé que le parti était disposé, pour que nous puissions le renforcer, à soutenir le pouvoir en contrepartie de notre retour au pays.

Et d'ajouter, d'une part, que la date du 20 août serait propice à l'annonce de cet accord. D'autre part, il a prétendu que la meilleure chose à faire pour Basri, c'était de camoufler provisoirement son dossier.

Lorsque certains responsables ont tenté d'attirer son attention sur la gravité de ce comportement, il a refusé leur invitation ayant préféré contacter des gens dont il connaissait la position négative à l'égard du parti. Ce sont des exemples de comportements de membres de la Commission administrative qui ont explicitement parlé au nom du parti. Pour ma part, je ne m'exprimerai que lorsqu'une enquête sera ouverte à ce sujet.

A présent, la devise qui règne est celle de la fuite en avant, face à l'échec, alors qu'auparavant, on se précipitait pour embrasser la victoire. Qui a échoué ? Qui a triomphé ?

Ce phénomène, n'est pas nouveau. Le parti de l'Istiqlal a eu un comportement similaire à l'égard de la Résistance, particulièrement lors de l'incident du marché central qui a suscité une première condamnation explicite, mais qui a connu après son rendement positif des retournements de positions.

La personnalisation des faits et la suspicion sont un moyen classique pour se désengager de la responsabilité et fuir le moment difficile de la confrontation.

Pour ce qui est de l'armée, je dois faire un bref rappel des événements, étant donné que j'avais au nom du parti et non en mon nom personnel des rapports au sein de l'armée.

Au début de l'année 1972 ou à la fin de 1971, le camarade Abderrahim Bouabid est venu exposer son projet de prise de pouvoir à Abderrahmane Youssoufi, Mahdi Alaoui et moi-même. Ce projet a été ficelé à la suite d'un accord avec le général Oufkir et Driss Slaoui. Il prévoyait également la participation du parti à travers Abderrahim Bouabid, Abderrahmane Youssoufi et Hassan Laâraj, à la constitution du nouveau régime, après le coup d'Etat. L'accord fait part du rôle principal de Abderrahim Bouabid. Si le général Oufkir fait montre d'une certaine crainte, le premier rôle sera affecté à Driss Slaoui..

En revanche, j'avais des contacts avec les jeunes officiers pour combler nos besoins en munitions et ce, sachant que l'armée devrait jouer un rôle d'assistant et d'informateur dans cette mission. L'accent a été mis sur la prédisposition du parti à faire éclater le régime de l'Intérieur grâce à l'action révolutionnaire.

J'avais donc insisté, lors de notre rencontre, sur la difficulté de traiter avec Oufkir, sachant que cette personne a eu un rôle important après le Roi Hassan II dans l'affaire du martyr Mehdi Benbarka. J'avais par ailleurs, déclaré qu'il était impossible pour une personne habituée à défendre la légitimité du trône, de prendre l'initiative de sa

démolition. Mes sources confirment qu'il voulait exploiter l'enthousiasme et l'encadrement des jeunes avec qui nous étions en contact. Ces jeunes officiers étaient déterminés à l'utiliser avant de le liquider après le succès de l'opération, dans le cas où l'appui du peuple armé ne serait pas garanti.

Avant son retour à Paris, le martyr Amqrane m'a informé qu'Oufkir était en contact avec Abderrahim Bouabid, selon les propos du général et que la personne intermédiaire était Driss Slaoui.

Le martyr Amqrane avait discuté longuement de Slaoui et a proposé la

substitution de Abderrahim Bouabid par Abderrahman Youssoufi ou moi-même. Mais j'ai insisté sur le fait que nous assumions tous la responsabilité du parti et que toute suspicion à l'égard du camarade Abderrahim constituerait une atteinte à ce parti.

De même, il nous a informés que les jeunes officiers, souhaitent griller le camarade Abderrahim Bouabid en le laissant traiter avec le roi Hassan II. Par ailleurs, il nous a fait savoir qu'ils souhaitent que la Koutla nationale soit soutenue, pour accéder au pouvoir pour les raisons sus indiquées.

Lorsque je me suis opposé à la participation du camarade Abderrahim, j'avais à l'esprit cette vision des jeunes officiers à l'égard d'une partie de la direction du parti. Le camarade Aït Keddour est au courant

**été ficelé à la
accord avec le
et Driss Slaoui.
également la
on du parti à
rahim Bouabid,
Youssoufi et...»**

de cette situation; il était présent à des rencontres auxquelles a participé le martyr Amqrane. En outre, j'ai tenu une réunion, en tête-à-tête, avec le camarade Abderrahim Bouabid, chez son gendre à Paris, mais sans résultat; puisqu'il a persisté à croire que le chemin le plus sûr serait de mettre toutes les cartes entre les mains du général.

Le premier objectif de ce rappel, consiste à inscrire l'évaluation des initiatives personnelles dans le cadre d'un bilan objectif de pratiques d'orientation et d'organisation du parti. Ce sujet a été évoqué à plusieurs reprises, mais n'a pas été suffisamment pris en compte. Nous l'avons évoqué à la lumière de l'initiative de Abderrahim Bouabid selon laquelle la prise du pouvoir serait assurée grâce à son accord avec le général.

Quel est le rôle du parti? Quel est le rôle de la Koutla nationale?

Abderrahim Bouabid considère qu'il a convaincu le général de la nécessité d'inclure Maître Allal El Fassi à l'organe putshiste au nom du parti. La même démarche a été proposée pour le docteur Messouak. En ce qui concerne l'Union marocaine du travail, il a annoncé qu'il était en train de réfléchir sur la possibilité de proposer Abdellah Ibrahim, alors qu'Oufkir estimait qu'il faudrait plutôt penser à Benabderrazzak. La gravité de cette formule réside dans le fait qu'elle cautionne à la fois le complot et la rencontre entre la direction syndicale et le général. Cette situation va nous conférer un rôle d'assistant qui offre tout son potentiel au général.

Driss Slaoui ne constitue aucune garantie, puisqu'il est d'abord l'homme du général. Mais pour Abderrahim Bouabid, Driss Slaoui bénéficie de sa confiance personnelle. La gravité ne consistait pas seulement dans le cautionnement d'un tel régime mais dans le fait que notre participation au pouvoir allait rendre notre tâche difficile de convaincre la gauche de la justesse de cette position. Devant l'impossibilité de convaincre ce régime par la voie du dialogue, et son obstination naturelle dans la répression et la liquidation, les appareils du pouvoir pourraient nous conduire à la répression et à l'épuration.

La gauche serait-elle un phénomène pathologique qui justifierait le dérapage vers lequel nous glissons fatalement? Oufkir et ceux qui tirent les ficelles derrière lui n'ont d'autres objectifs que de nous mettre au-devant de la scène pour torpiller à la fois la démocratie et le progressisme.

Lors de la discussion, il s'est avéré que l'état de la gauche n'est que le résultat de nos défaillances, en tant que parti, dans le traitement de certaines positions, comme notre réaction lors des événements sanglants de Casablanca, qui ont eu lieu du 23 au 26 mars 1965 et de leurs répercussions, notamment en ce qui concerne l'unité avec l'Union marocaine du travail en 1967. La pratique dans le domaine étudiant est la goutte qui allait faire déborder le vase.

Le 30 juillet, à l'issue d'une réunion des cadres du parti, a été annoncée la constitution de la Commission administrative et le gel du Bureau politique. Malgré mon objection sur le déroulement des événements (et non sur les lignes d'orientation) un communiqué de soutien aux résolutions adoptées a été publié aux noms de Basri, El Youssoufi et Alaoui. Le 30 juillet n'était-il pas une opération préparatoire pour légitimer le complot, à travers la constitution d'une direction docile? Le camarade Mahdi Alaoui se rappelle, d'ailleurs, que j'avais, en son temps, soulevé cette question avec lui, en passant en revue, les personnalités qui composaient la Commission. Une situation qui a suscité la réaction de certains ouvriers qui ont manifesté leurs objections.

Il ne faut pas perdre de vue que quinze jours seulement séparaient le 30 juillet du 16 août, l'effet de surprise ayant perdu toute sa force. A plusieurs reprises, j'avais présenté ma démission de la

direction du parti, après avoir exprimé ma certitude que le déroulement actuel des faits ne saurait aboutir. J'avais demandé aux instances de trancher dans le choix du mode de lutte adéquat; mais ma démission a été rejetée, au motif qu'elle pourrait porter atteinte au moral des militants; j'avais alors suggéré qu'elle ne soit révoquée qu'à l'intérieur du parti, au moment opportun.

J'avais discuté avec le camarade Abderrahim, avant son retour, de la question de la coopération avec l'armée et des dimensions de cette action, y compris le fait qu'elle pût être un jeu policier fomenté par le pouvoir en vue de miner le parti. Des rumeurs faisaient état de l'implication de certains cercles du parti dans l'affaire du camarade Mahdi Ben Barka. Une telle attitude aurait innocenté Oufkir et justifié l'anéantissement moral, politique et organisationnel de l'UNFP par le pouvoir. Mais sa réponse fut que toutes les impressions récoltées à l'issue des différentes rencontres lui inspiraient confiance. Pour ce qui est de l'affaire du camarade Mahdi Ben Barka et la prise du pouvoir, à travers Oufkir, Abderrahim a ajouté qu'il avait l'aval du frère du défunt, Abdelkader. En

«Le 30 juillet n'était-il pas une opération préparatoire pour légitimer le complot, à travers la constitution d'une direction docile?»

outre, il a insisté sur l'obligation de laisser la question des jeunes officiers conformément à l'accord conclu avec le général qui se chargera de trouver le compromis adéquat avec eux. J'avais répliqué que si les choses en restaient ainsi, toute réflexion sur l'encadrement de la révolution n'aurait plus de signification. Mais il a rétorqué qu'au contraire, il faudrait maintenir en éveil la possibilité précitée, notamment dans le cas où le général ferait marche arrière. Pour cela, il est nécessaire de bénéficier d'une trêve allant jusqu'à novembre 1972.

Ceci étant, l'axe fondamental des événements du 3 mars a trait à la décision du retour des camarades au Maroc. Lorsque les événements ont pris, après le 16 août, une tournure imprévue, j'avais conseillé aux camarades de reporter la question pour qu'elle soit examinée à la lumière des derniers développements. D'un autre côté, j'ai insisté auprès du camarade Mehdi Alaoui pour recourir à tous les moyens afin de convaincre le camarade Abderrahim Bouabid de tenir une nouvelle rencontre ou d'envoyer quelqu'un pour l'examen de la situation. Il m'a avisé d'un projet de voyage au Sénégal, suite à une invitation du président Senghor, qui obligerait Abderrahim Bouabid à passer par Paris; mais la rencontre n'a pas eu lieu.

Entre-temps, j'ai été invité en Libye suite au rétablissement des relations du Maroc avec ce pays, en contrepartie de la fermeture des antennes de la radio destinées au peuple marocain. Le camarade Aït Keddour m'avait accompagné lors de ce voyage. En concomitance à cet événement, le martyr Mohamed Bennouna avait appelé à une réunion à Paris en vue de trancher dans plusieurs problèmes ayant trait à l'organisation militaire. Mais, personnelle-

vue en yme *du p 44*

ment, j'ai dû m'absenter de cette rencontre en raison des ~~problèmes dans lesquels se débattait la Libye~~. Sur ce point, précisément, les camarades Aït Keddour et Mohamed Ben Yahya pourraient faire état du contenu de la réunion précitée et des résolutions adoptées. A son retour, Aït Keddour m'a informé après coup que Mohamed Bennouna et un groupe de militants étaient rentrés au Maroc. Les camarades Mohamed Lakhssassi, Mohamed Aït Keddour et Mohamed Ben Yahya ont vécu ces événements.

L'action armée, au nom du Front, a été proposée et mise en exécution à partir de Paris. Le plan du 3 mars a été rédigé par Mohamed Benyahya.

Ceci étant, je ne suis pas contre le retour au pays; mais cela ne doit pas se faire au détriment des principes, ni au service des rumeurs visant à affaiblir le parti, et l'entraîner ainsi dans de fausses batailles. Tout cela constitue une fumée et un brouillard pour dissimuler les visées personnelles et des calculs fondés sur l'illusion; au lieu de procéder à la révision objective, à l'autocritique et au dialogue fondé sur des bases solides au sein des instances organisationnelles du parti. En tout cas, l'occasion se présentera pour tirer les enseignements de l'expérience du parti et c'est dans le cadre de cette révision que nous pourrions préserver les véritables traditions de lutte.

Chers frères,

L'objectif de revenir sur certains faits et positions et leur notification, ce qui pourrait donner l'impression d'être subjectif, est d'inciter les camarades qui ont joué un rôle important dans les événements à en faire autant. Il importe peu qu'ils soient subjectifs, il est primordial de susciter le débat. Ces réunions ne sont pas une fin en soi, mais un moyen de révision des orientations et d'organisation du parti de manière à lui permettre d'accomplir son rôle historique.

Nous pourrions ainsi transformer la crise actuelle en un événement constructif. Encore faut-il qu'il y ait une initiative à même de catalyser ces événements. Dans le cas contraire le parti demeurera à la merci des circonvolutions historiques.

Si vous acceptez une réunion dans les plus brefs délais, et je propose qu'elle se tienne avant le 20 août, il est de mon devoir d'attirer votre attention que pour des questions de sécurité personnelle, l'Algérie, la Libye ou Bagdad sont les régions qui me conviennent le plus dans les conditions actuelles pour abriter notre rencontre. Cette réunion constituerait une occasion pour moi de vous présenter un projet que j'ai commencé à préparer et à rédiger depuis l'année dernière.

En raison de la gravité du sujet, j'ai tenu à vous envoyer la lettre manuscrite et ce, jusqu'à ce que nous décidions de la formule et de la version adéquates qui devraient être présentées aux militants et à la base du parti.

Je crois qu'il est de notre devoir envers ceux-ci de mettre à leur disposition le bilan de notre expérience, en tant que responsables, durant cette période difficile.

La version que nous allons présenter aux militants devra mobiliser l'énergie de façon créative pour ne pas entamer leur volonté. En outre, elle doit doter les militants de l'arme de la vérité pour élaborer l'option révolutionnaire par le biais du dialogue constructif.

Je crois que l'exposition du sujet dans le cadre organisationnel, de manière objective, loin des stratégies individuelles, serait la voie concluante. Les slogans et la ligne du parti, confirmée par le Comité central et adoptée le 8 octobre, continuent encore à constituer un prélude à ces débats. Veuillez agréer mes respects et mon estime. Eternellement votre. ■

Mohamed Basri

Traduction «le journal»